1. DISCOURS MEETING 5 MAI
2. Chers camarades, chers amis,

L'union des révolutionnaires-communistes de France salue chaleureusement l'ensemble des participants à notre meeting. Nous voulons plus particulièrement parler des enjeux nationaux et internationaux de notre bataille pour le NON.

L'Union européenne est un cartel de puissances impérialistes où règnent les contradictions entre le condominium dominant germano-français et les euro-atlantistes de Londres et Rome. Tous sont les mêmes ennemis des peuples et forment la même coalition de bandits impérialistes.

Tous avec le soutien du criminel de guerre Bush se sont retrouvés autour du projet de traité constitutionnel européen.

Projet rédigé dans des conditions antidémocratiques puisque les rédacteurs ont été désignés par la commission de Bruxelles elle-même désignée. Il ne peut en être autrement dans une Europe construite par et pour les monopoles !

La composition de ce comité de rédaction est significative : sa présidence est revenue à Giscard d'Estaing, bien connu des travailleurs de France et d'Afrique pour sa politique réactionnaire et néo-coloniale !

105 rédacteurs autour de Giscard dont 65 membres de la social-démocratie internationale, cela atteste que les monopoles confient tant à la réaction qu'aux sociaux-démocrates la gouvernance politique quotidienne de cette Europe capitaliste. Cela se vérifie dans le consensus régnant en France entre Chirac et Jospin.

Ce projet constitutionnel revêt une importance capitale pour les bourgeoisies d'europe. Il s'agit d'ailleurs moins d'une constitution (avec ses droits formels, sous le capitalisme), que d'un programme de combat des multinationales, la légitimation de leur dictature.

Leur stratégie au-delà de la crise aiguë du système d'exploitation, vise à pérenniser bien sûr le capitalisme, à prévenir toute révolution, mais et c'est le sens du large rassemblement pour le NON, les monopoles veulent dès maintenant liquider les droits démocratiques obtenus par les luttes de classes et les résistances armées antifascistes.

En effet avec le projet constitutionnel, le néo-libéralisme devient la seule politique « légale » et donc obligatoire partout.

Les multinationales veulent liquider toute possibilité de défense légale du prolétariat, toutes mesures démocratiques défensives : avec l' impossibilité de nationaliser les monopoles casseurs d'emplois, l'impossibilité de taxer le capital, d'instituer des impôts faisant payer les riches.

On sait que la social-démocratie derrière Hollande vante les « droits sociaux nouveaux ». Mensonges ! De nombreux droits reconnus par les constitutions bourgeoises sont supprimés : droit au logement, droit au travail, droit à la santé, aux retraites etc. Mensonge de Hollande quand il prétend que les SIEG sont en langage européen (sic) les « services publics » ce que dément précisément le

livre blanc européen. L'UE c'est donc bien la construction d'une Europe antisociale, anti-ouvrière aux seuls services des intérêts financiers !

Preuve supplémentaire qu'il s'agit d'un programme et non d'une constitution, l'extrême longueur et précisions des passages consacrés à ce que les auteurs du texte ose appeler la « défense », il faut lire la politique de guerre et de militarisation.
L'inscription dans les missions de L'OTAN est rappelée pour les Etats-membres, rappelé aussi le droit au pré-carré pour les grandes puissances néo-colonialistes comme la France.
L'impérialisme Français verrait ainsi légaliser et légitimer sa politique de la canonnière contre les Etats d'Afrique.
Aujourd'hui, comme l''ensemble des participants à ce meeting, l'URCF condamne l'ingérence française néo-coloniale dans les affaires intérieures de La Côte d'Ivoire et du Togo.

Ensemble exigeons : Retrait de tous les corps expéditionnaires français !
Impérialisme français : bas les pattes en Afrique !

Certains militants et organisations de libération nationale, misent sur l'UE, comme contrepoids « pacifique » à l'impérialisme yankee.
Il s'agit là d'un contresens historique. Précisément, l'ensemble du projet militaire vise à conjuguer les forces armées des « 25 ». Chaque Etat est appelé à renforcer son potentiel militaire, à participer à la course aux armements.
L'UE s'inscrit dans la politique de partage du monde par les puissances impérialistes. La majorité des articles sont consacrées aux interventions extérieures tant dans les Etats de l'UE, souveraineté limitée oblige, à la « demande des autorités d'un Etat dont les institutions démocratiques sont menacées » que dans les zones d'influence actuelles ou futures, l' UE veut marcher sur les traces de l'impérialisme US comme pilleur en chef du Tiers-monde.
L'armée européenne qu'elle soit coalisée ou unique, forte des traditions militaristes et bellicistes des impérialismes allemand, français, belge, britannique, hollandais, Italien etc… signifierait la création d'une force militaire poursuivant les mêmes objectifs de classe et avec les mêmes méthodes barbares que l'armée US !
Notre devoir internationaliste comme militants anti-guerre, comme communistes révolutionnaires est de tout faire pour empêcher l'émergence d'une telle force !.
Le projet installe une armée européenne transnationale de guerre civile contre les peuples. La fascisation des institutions est le corollaire de cette politique répressive.

La peine de mort est abolie, lit-t-on dans la charte des droits fondamentaux, annexe du projet. Toutefois, cette dernière sera rétablie pour les auteurs de « soulèvements, d'insurrections ». La « lutte contre le terrorisme » non définie est l'alibi de ces mesures d'exceptions.

D'autres documents de l'UE, sont plus précis et définissent le terrorisme comme « l'occupation de bâtiments publics, l'existence de grèves mettant en péril l' économie, notamment dans les transports ».

Non, l'UE ne constitue pas une alternative « démocratique et pacifique » à Wall street ! Mais au contraire une sainte-alliance de la réaction.

Les monopoles et leurs agents sont prêts à marcher dans les pas des assassins de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Julien Lahaut, Jean-Pierre Timbaud ! La défense active des droits démocratiques exige le rejet du traité constitutionnel !

Pour l'URCF, l'inscription dans la bataille du référendum a signifié le passage du boycott comme lors des élections européennes, à l'appel et à l'action pour le vote NON.

Une de nos tâches est de convaincre encore ceux qui seraient tentés par l'abstention. Abstention populaire, disons le franchement qui constituera une aide objective au OUI.

Le choix du référendum pour faire ratifier le projet constitutionnel, ne découle pas du caractère davantage démocratique de l'Etat bourgeois français.

Il découle de la volonté de renforcer le condominium germano-français, de placer Paris, dans la continuité du traité de Rome, comme Etat pilier de la construction capitaliste de l'Europe.

Le dispositif était en parfait ordre de bataille. Le premier le MEDEF avait appelé au OUI, avec l'UMP, l'UDF, puis le parti socialiste non sans remous.

Chirac voulait recréer les conditions d'un plébiscite à hauteur de 80 % comme lors du deuxième tour des élections présidentielles.

Via la Confédération européenne des syndicats, relais des multinationales d'Europe, beaucoup prévoyaient l'alignement des centrales syndicales sur le OUI, et à défaut leur neutralité bienveillante.

Tous les piliers de la dictature du capital étaient en place : les monopoles qui supervisent l'ensemble, les partis bourgeois, le syndicat de trahison sociale : la CFDT, l'ensemble des médias : puisque tous les éditorialistes radio et télé, l'ensemble de la presse quotidienne sauf un, l'ensemble des magazines, sont là pour porter la « bonne parole ».

Nous avons là une magnifique illustration de la théorie marxiste de l'Etat capitaliste comme expression de la minorité possédante et dictature sur la majorité opprimée. Les droit démocratiques élémentaires sont bafoués dans cette campagne, on voit même des débats qui opposent deux partisans du OUI !

Tous ces dispositifs n'ont pu empêcher la montée croissante du NON, pour la plus grande peur de l'internationale des coffres-forts.

Les calculs des couples consensuels Chirac-Jospin, Hollande-Sarkozy sont mis en difficulté et seront déjoués !

Les enjeux de classe du référendum et du traité ont été posés avec force par le mouvement populaire. On assiste, et c'est le premier enseignement théorique de cette campagne, à une radicalisation du camp du travail, un lien s'opère entre les revendications quotidiennes, les grèves, la question de l'emploi, des salaires et la bataille pour le NON.

La bataille a un contenu de classe plus avancé que lors du référendum sur Maastricht, en opérant le lien entre le rejet du gouvernement Raffarin et la politique de l'UE. La force directrice de la bataille est la classe ouvrière (plus de 70% est opposée au traité), mais sans « solo funèbre » (Marx), les paysans travailleurs, les couches moyennes urbaines, les petits patrons et artisans actifs sur le marché national sont majoritairement pour le NON, de plus sont neutralisés (au sens léniniste), des couches autrefois défenseurs de Maastricht et opposés à la classe ouvrière .

Cela se reflète dans la grande hétérogénéité du camp du NON. Hétérogénéité qui traduit à la fois la colère de la petite-bourgeoisie contre la dureté sociale de l'UE mais aussi les illusions sur la possibilité de transformer cette « union », alors que les monopoles règnent tant avec la propriété capitaliste des moyens de production qu'avec la dictature nationale et transnationale de l'oligarchie financière.

Le fait que des membres des couches moyennes, certains secteurs réformistes du mouvement ouvrier soient aussi touchés par la crise, a entraîné un processus rare : la différenciation au sein de la social-démocratie, phénomène auquel l'Internationale communiste a toujours appelé à travailler.

Comme communistes révolutionnaires nous ne propageons pas d'illusions sur les chefs socialistes du NON qui sont avant tout motivés par leur carrière.

Ce qui nous intéresse c'est le fait que plus de 50% des électeurs traditionnellement sociaux-démocrates, désobéissent en bas à la direction Hollande, refusant de cautionner leur politique de duperie. On sait que la France étant un Etat impérialiste, le capital a pu corrompre et corrompt nombre de bureaucrates ouvriers. La révolte de certains secteurs sociaux-démocrates attestent de l'aggravation de la crise de la démocratie bourgeoise, de la crise du social-démocratisme. C'est un résultat d'ores et déjà appréciable de la campagne.

Dans cette campagne, l'URCF jeune organisation a dépassé les survivances de l'infantilisme de gauche en son sein.

Notre ennemi principal, c'est le camp du OUI, le consensus entre PS officiel, MEDEF et réaction.

Certes il existe plusieurs NON, et il est nécessaire de travailler à ce que le NON anticapitaliste et internationaliste contribue toujours plus à la victoire générale.

Nous agissons au sein d'un front objectif de luttes, avec tous les tenants du NON, nous avons appris à nous démarquer des thèses réformistes, à promouvoir notre ligne, toute notre ligne avec esprit de principes sans heurter le « patriotisme » d' autres organisations, ce qui empêche souvent la lecture des

documents, et ainsi nous avons été entendus de travailleurs éloignés encore du véritable communisme.

Nous avons appris à frapper ensemble avec tous les tenants du NON progressiste.

La bourgeoisie et la social-démocratie n'ont pas réussi à entraîner les organisations syndicales dans le camp du OUI, c'est là pour elles un échec cuisant.

Comme beaucoup d'organisations communistes sœurs, nous avons bataillé dans nos syndicats pour que la CGT rejette le traité constitutionnel.

Le rejet massif ( près de 80% à la base dans la CGT) constitue une défaite lourde des bureaucrates syndicaux inféodés à l'UE via la CES. C'est là aussi un résultat supplémentaire de la campagne.

Toutefois on assiste parfois à de curieuses convergences de vues. Des éléments ultra-gauche et ultra-minoritaires, ainsi que le secrétaire général de la CGT disent dans cette campagne : « si le NON l'emporte, rien ne sera changé, nous aurons toujours Chirac et Raffarin », les gauchistes ajoutant, le capitalisme et l'UE resteront debout !

Il n'est pas meilleur moyen de démobiliser !

A ces gens là, nous disons mais alors pourquoi cette agitation hebdomadaire de Chirac, pourquoi le retour de Jospin tel dracula, pourquoi le consensus droite-PS, pourquoi l'angoisse boursière qui saisit les traders ?

La bourgeoisie est moins bête que les réformistes ouiouistes et les gauchistes. Elle a besoin, tant demain les mesures de l'UE seront impopulaires, tant elles constituent la négation des conquêtes sociales permises par les luttes de classes et l'existence d'un camp socialiste après-guerre, que les travailleurs aient été dupés en donnant auparavant leur aval à ce projet.

La victoire du NON constituera un coup d'arrêt à la politique du bloc impérialiste européen.

Une défaite certes partielle pour les monopoles, mais une défaite retentissante dans un Etat fondateur de cette Europe capitaliste.

La classe ouvrière renouera avec la compréhension de sa force.

Le combat contre les réformes réactionnaires sera facilité. Les monopoles seront placés sur la défensive. Notre combat général contre l'UE sera porté à une étape supérieure.

Les chefs réformistes seront face à leurs contradictions, si le mouvement se poursuit dans le sens d'une recomposition des forces progressistes.

Que pourront faire alors les chefs prétendument communistes ?

s'allier avec les tenants du OUI, de l'Europe néo-libérale et de guerre ?

Reconstruire une « Europe autrement » alors précisément que cette Europe est née des besoins des monopoles . Bien des yeux vont s'ouvrir. Nous serons là pour aider à cette compréhension.

Prenons l'analyse marxiste de l' Etat, depuis toujours, nous essayons d'agir pour que le mouvement ouvrier de masse arrive à la conscience que l'Etat en France n'est pas une « démocratie » mais une dictature de la classe dominante.

Croyez-vous que notre tâche commune ne sera pas facilitée quand ceux : droite et PS qui occupent 86% des sièges du parlement, seront clairement mis en minorité, avec la victoire du NON. N'aurons-nous pas contribué à faire saisir l'écart entre le pays réel et le pays « légal » !

Les masses découvriront par leur propre expérience tout ce que les communistes révolutionnaires disent depuis des années !

Nous avons aussi nos tâches internationalistes, dans les autres Etats d'Europe, en Afrique, au Proche-orient, le rejet du traité constitutionnel aura une grande portée et beaucoup ont le regard tourné vers nous.

Enfin, cette campagne aura été l'occasion pour les organisations communistes, en proie aux divisions que l'on connaît, à la multiplicité des groupes, de faire un pas, un petit pas mais d'importance : établir le dialogue pour frapper ensemble ! C'est là un autre résultat appréciable de la campagne, avec la combativité montrée par nos cadets, nos jeunes camarades.

Dans les jours et semaines qui nous restent, aux portes des usines, dans les quartiers populaires, tous à nos postes de combat, pour la victoire du NON !

TOUT POUR LA VICTOIRE DU NON !

NOTRE CAUSE EST JUSTE,NOUS VAINCRONS !